

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 2600 [S - C - 99/09756]

**13 JUIN 1999. — Arrêté royal portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 21, 37, 107 alinéa 2 et 181 de la Constitution;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 3 mars 1999;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 8 juin 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il a été décidé sur demande conjointe du ministre du Budget et du ministre de la Fonction publique, formulée en date du 8 mai 1998, de supprimer les fonctions d'aumônier en chef, d'aumônier et d'aumônier adjoint dans le cadre du personnel des services extérieurs de la direction générale des établissements pénitentiaires et de les reprendre dans un arrêté royal séparé;

Sur la proposition de Notre ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

### CHAPITRE Ier. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent arrêté, on entend par :

1° aumônier ou assistant pastoral : toute personne qui, en sa qualité de ministre d'un des cultes reconnus, offre une assistance religieuse et morale dans les établissements pénitentiaires;

2° remplacement : toute situation dans laquelle aucun aumônier, assistant pastoral ou conseiller moral adjoint n'étant présent dans l'établissement pénitentiaire, soit pour cause de maladie, de congé ou en cas d'absence pour toute autre raison, soit parce que cet établissement pénitentiaire ne dispose pas d'un aumônier, assistant pastoral ou conseiller moral adjoint reconnu, une personne reconnue sur base de l'article 3, § 3, est amenée à le remplacer.

**CHAPITRE II. — Création d'un service pour les aumôniers, assistants pastoraux appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires**

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Il est créé au ministère de la Justice un service pour les aumôniers, assistants pastoraux et conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires.

§ 2. Ce service se compose d'aumôniers et d'assistants pastoraux appartenant à un culte reconnu et de conseillers moraux mentionnés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 7° offrant l'assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Le cadre organique du service susmentionné est composé de la manière suivante :

1. Culte catholique romain :
  - Aumônier en chef : 1
  - Aumônier en chef adjoint : 2
  - Aumônier ou assistant pastoral : 34
2. Culte protestant :
  - Aumônier en chef : 1
  - Aumônier : 6
3. Culte israélite :
  - Aumônier ou assistant pastoral : 1
4. Culte orthodoxe :
  - Aumônier en chef : 1
  - Aumônier : 1

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 2600 [S - C - 99/09756]

**13 JUNI 1999. — Koninklijk besluit houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en morele consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 21, 37, 107 alinea 2 en 181 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 3 maart 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 8 juni 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat op gezamenlijke vraag van de minister van Begroting en de minister van Ambtenarenzaken, gesteld op 8 mei 1998, beslist werd de betrekkingen van hoofdaalmoezenier, aalmoezenier en adjunct-aalmoezenier uit de personeelsformatie van de buitendiensten van het directoraat-generaal strafinrichtingen te lichten en in een afzonderlijk koninklijk besluit op te nemen;

Op de voordracht van Onze minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

### HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** In onderhavig besluit wordt verstaan onder :

1° aalmoezenier of pastoraal assistent : elkeen die als bedienaar van één van de erkende erediensten religieuze en morele bijstand verleent in de strafinrichtingen;

2° vervanging : telkenmale er in de strafinrichting, gezien er geen aalmoezenier, pastoraal assistent of adjunct moreel consulent aanwezig is, hetzij wegens ziekte, verlof of afwezigheid om andere redenen, hetzij er in die strafinrichting geen aalmoezenier, pastoraal assistent of adjunct moreel consulent erkend is, een persoon, erkend op basis van artikel 3 § 3, geroepen wordt om hem te vervangen.

**HOOFDSTUK II. — Oprichting van de dienst voor aalmoezeniers, pastoraal assistenten behorende tot één van de erkende erediensten en moreel consulenten bij de strafinrichtingen**

**Art. 2. § 1.** Bij het ministerie van Justitie wordt een dienst voor aalmoezeniers, pastoraal assistenten en moreel consulenten bij de strafinrichtingen opgericht.

§ 2. Deze dienst bestaat uit de aalmoezeniers en pastorale assistenten behorende tot een erkende eredienst en de moreel consulenten, vermeld in artikel 3, § 1, 7° die de morele dienstverlening verzorgen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing.

**Art. 3. § 1.** De personeelsformatie van de dienst is als volgt samengesteld :

1. Rooms-Katholieke eredienst :
  - Hoofdaalmoezenier : 1
  - Adjunct-Hoofdaalmoezenier : 2
  - Aalmoezenier of pastoraal assistent : 34
2. Protestantse eredienst :
  - Hoofdaalmoezenier : 1
  - Aalmoezenier : 6
3. Israëlitische eredienst :
  - Aalmoezenier of pastoraal assistent : 1
4. Orthodoxe eredienst :
  - Hoofdaalmoezenier : 1
  - Aalmoezenier : 1

## 5. Culte islamique :

- Conseiller musulman chef de service : 1
- Conseiller musulman : 2
- Conseiller musulman adjoint : 9

## 6. Laïcité :

- Conseiller moral chef de service : 1
- Conseiller moral : 2
- Conseiller moral adjoint : 10

§ 2. La mission d'aumônier, d'assistant pastoral ou de conseiller moral adjoint peut être assurée par plusieurs personnes, avec une prestation minimale de vingt pourcents;

§ 3. Un régime de vacation est applicable aux aumôniers du culte anglican. Les modalités de ce régime sont déterminées par le ministre de la Justice.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Pour pourvoir au remplacement d'un aumônier, d'un assistant pastoral ou d'un conseiller moral adjoint, des suppléants peuvent être reconnus conformément aux conditions prévues aux articles 5, § 3 et 6, § 3. Leur indemnisation sera établie sur base de l'article 28 du présent arrêté.

§ 2. Les bénévoles et les stagiaires ne sont pas repris dans l'effectif mentionné au § 1<sup>er</sup> de l'article 3. Ils sont autorisés, conformément à l'article 7 et ont la même mission que les aumôniers, assistants pastoraux ou conseillers moraux adjoints, selon le cas. Les numéros 2°, 4°, 5° et 9° de l'article 16 ne leur sont pas applicables.

§ 3. Les fonctions citées au présent article ne peuvent pas être exercées par des membres du personnel de la Direction générale des Etablissements Pénitentiaires.

CHAPITRE III. — *Statut administratif des aumôniers, des assistants pastoraux appartenant à un des cultes reconnus, des conseillers moraux adjoints, des bénévoles et des stagiaires auprès des établissements pénitentiaires*

*Section 1re. — Reconnaissance*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les aumôniers en chef et le conseiller musulman chef de service sont désignés par l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent et sont reconnus par le ministre de la Justice.

§ 2. Les aumôniers en chef adjoints et les conseillers musulmans sont, après avis respectivement de l'aumônier en chef ou du conseiller musulman chef de service désignés par l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent et sont reconnus par le ministre de la Justice.

§ 3. L'aumônier ou l'assistant pastoral dans les établissements pénitentiaires est le ministre d'un des cultes reconnus qui, après avis de l'aumônier en chef ou le conseiller musulman chef de service, est reconnu sur la proposition des autorités compétentes ou de l'organe représentatif compétent, par le ministre de la Justice, afin d'assurer l'exercice du culte et l'assistance religieuse et morale dans l'établissement pénitentiaire.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le conseiller moral chef de service est désigné par l'organe représentatif compétent et est reconnu par le ministre de la Justice.

§ 2. Les conseillers moraux sont, après avis du conseiller moral chef de service, désignés par l'organe représentatif compétent et reconnus par le ministre de la Justice.

§ 3. Le conseiller moral adjoint dans les établissements pénitentiaires est reconnu, après avis du conseiller moral chef de service, sur la proposition de l'organe représentatif compétent, par le ministre de la Justice, afin d'assurer l'assistance morale dans l'établissement pénitentiaire sur la base d'une conception philosophique non confessionnelle.

**Art. 7.** L'autorisation de faire effectuer des prestations, conformément aux articles 5, § 3 et 6, § 3 par des bénévoles ou des stagiaires, est accordée par le ministre de la Justice ou par son représentant, sur proposition de l'autorité compétente ou de l'organe représentatif compétent.

*Section 2. — Début de la mission*

**Art. 8.** Le chef d'établissement remet à tout nouvel aumônier, assistant pastoral, conseiller moral adjoint, bénévole ou stagiaire un exemplaire du présent arrêté royal, de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, de l'arrêté ministériel du 21 juillet 1971 portant instructions générales pour les établissements pénitentiaires et le règlement d'ordre intérieur de l'établissement pénitentiaire.

## 5. Islamitische eredienst :

- Moslimconsulent hoofd van dienst : 1
- Moslimconsulent : 2
- Adjunct-moslimconsulent : 9

## 6. Vrijzinnigheid :

- Moreel consulent hoofd van dienst : 1
- Moreel consulent : 2
- Adjunct moreel consulent : 10

§ 2. De opdracht van aalmoezenier, pastoraal assistent en adjunct moreel consulent kan verzekerd worden door meerdere personen, met een minimale prestatie van twintig procent;

§ 3. Voor de aalmoezeniers van de Anglicaanse eredienst geldt een regime met vacaties. De modaliteiten van dit regime worden door de minister van Justitie vastgesteld.

**Art. 4.** § 1. Om te voorzien in de vervanging van een aalmoezenier, pastoraal assistent of adjunct moreel consulent kunnen plaatsvervangers erkend worden overeenkomstig de in artikel 5, § 3 en artikel 6, § 3 gestelde voorwaarden. Hun vergoeding wordt bepaald op basis van artikel 28 van onderhavig besluit.

§ 2. De vrijwilligers en stagiairs zijn niet in het in § 1 van artikel 3 vermelde kader opgenomen. Zij worden overeenkomstig artikel 7 gemachtigd en hebben dezelfde opdracht als de aalmoezeniers, pastoraal assistenten of adjunct moreel consulenten naargelang het geval. De nummers 2°, 4°, 5° en 9° van artikel 16 zijn niet op hen van toepassing.

§ 3. De in dit artikel genoemde functies mogen niet uitgeoefend worden door personeelsleden van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen.

HOOFDSTUK III. — *Administratief statuut van de aalmoezeniers, pastoraal assistenten behorende tot één van de erkende erediensten, de adjunct moreel consulenten, de vrijwilligers en de stagiairs bij de strafinrichtingen*

*Afdeling 1. — Erkenning*

**Art. 5.** § 1. De hoofdaalmoezeniers en de moslimconsulent hoofd van dienst worden door de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan aangeduid en door de minister van Justitie erkend.

§ 2. De adjunct-hoofdaalmoezeniers en de moslimconsulenten worden, na advies van respectievelijk de hoofdaalmoezenier en de moslimconsulent hoofd van dienst aangeduid door de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan en door de minister van Justitie erkend.

§ 3. De aalmoezenier of pastoraal assistent in de strafinrichtingen is de bedienaar van één van de erkende erediensten, die, na advies van de hoofdaalmoezenier of de moslimconsulent hoofd van dienst, op voordracht van de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan, door de minister van Justitie wordt erkend om de uitoefening van de eredienst en de religieuze en morele bijstand in de strafinrichting te verzekeren.

**Art. 6.** § 1. De moreel consulent hoofd van dienst wordt door het bevoegd representatief orgaan aangeduid en door de minister van Justitie erkend.

§ 2. De moreel consulenten worden, na advies van de moreel consulent hoofd van dienst, door het bevoegd representatief orgaan aangeduid en door de minister van Justitie erkend.

§ 3. De adjunct moreel consulent in de strafinrichtingen wordt na advies van de moreel consulent hoofd van dienst, op voordracht van het bevoegd representatief orgaan, door de minister van Justitie erkend om in de strafinrichtingen de morele dienstverlening te verzorgen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing.

**Art. 7.** De machtiging tot het leveren van prestaties, overeenkomstig artikel 5, § 3 en artikel 6, § 3, door vrijwilligers en stagiairs wordt verleend door de minister van Justitie of zijn afgevaardigde, op voordracht van de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan.

*Afdeling 2. — Aanvang van de opdracht*

**Art. 8.** Het inrichtingshoofd overhandigt aan elke nieuwe aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair een exemplaar van onderhavig koninklijk besluit, van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, van het ministerieel besluit van 21 juli 1971 houdende algemene instructie voor de strafinrichtingen en het reglement van inwendige orde van de strafinrichting.

Il est établi un procès-verbal de cette remise qui, signé par le chef d'établissement et l'intéressé lui-même, est joint à son dossier individuel.

**Art. 9.** Pour tout nouvel aumônier, assistant pastoral, conseiller moral adjoint, bénévole ou stagiaire, l'aumônier en chef, ou le conseiller musulman chef de service ou le conseiller moral chef de service, envoie une fiche d'information au ministre de la Justice.

Toute modification de nature administrative ou familiale pouvant avoir une répercussion sur la rémunération de l'intéressé est immédiatement signalée au ministre de la Justice par l'aumônier en chef ou le conseiller musulman chef de service ou le conseiller moral chef de service.

### Section 3. — Définition de la mission

Sous-section 1re. — Définition de la mission des aumôniers en chef, du conseiller musulman chef de service et du conseiller moral chef de service

**Art. 10.** L'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service, en ce qui concerne les aumôniers, les assistants pastoraux, les bénévoles et les stagiaires qui appartiennent à son culte et le conseiller moral chef de service en ce qui concerne les conseillers moraux adjoints, les bénévoles et les stagiaires qui assurent l'assistance morale, sont chargés de la mission qui leur est confiée par l'autorité compétente.

Leur mission comprendra entre autres les tâches suivantes :

1° Ils s'occupent de la gestion générale de leur mission auprès des établissements pénitentiaires, plus précisément en ce qui concerne l'organisation et le contenu de cette mission. Dans ce cadre, il leur est loisible d'organiser annuellement des journées d'étude ou de formation, en concertation avec la Direction générale des Etablissements pénitentiaires;

2° Comme mandatés de l'autorité compétente ou de l'organe représentatif compétent, ils communiquent au ministre de la Justice la décision de l'autorité compétente ou de l'organe représentatif compétent en ce qui concerne les demandes de reconnaissance ou d'autorisation, conformément aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du présent arrêté. Il en va de même pour les mutations et la fin des missions;

3° Ils répondent aux questions qui leur sont posées par le ministre de la Justice. Ils peuvent en outre intervenir auprès de lui et lui soumettent deux fois par an un rapport sur l'application du présent arrêté. Ils sont informés de toutes modifications légales ou réglementaires.

Afin de pouvoir accomplir leurs missions, ils disposent des facultés suivantes :

1° Ils ont accès aux divers établissements pénitentiaires, ils visitent et inspectent les locaux et le matériel réservés à l'exercice de leur mission. A ces occasions, ils peuvent rendre visite aux détenus ayant signalé, par le biais du formulaire annexé à l'article 16 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, leur volonté de recevoir la visite d'un aumônier, d'un assistant pastoral du culte reconnu auquel ils appartiennent ou d'un conseiller moral, ou d'assister à l'exercice de leur culte.

2° Ils peuvent participer à des activités à l'étranger ayant un rapport avec leur mission. Le régime des missions à l'étranger des agents de l'Etat, leur est applicable pour autant qu'ils aient obtenu l'accord préalable du ministre de la Justice.

**Art. 11.** Les articles 19 à 23 sont applicables à l'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service et le conseiller moral chef de service.

Sous-section 2. — Définition de la mission des aumôniers en chef adjoints, des conseillers musulmans et des conseillers moraux

**Art. 12.** Les aumôniers en chef adjoints et les conseillers musulmans, en ce qui concerne les aumôniers, assistants pastoraux, bénévoles ou stagiaires qui appartiennent à leur culte et les conseillers moraux, en ce qui concerne les conseillers moraux adjoints, les bénévoles et stagiaires qui assurent l'assistance morale, les bénévoles et stagiaires, sont chargés de la mission qui leur est confiée par l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent et qui comprendra entre autres les tâches suivantes :

1° Ils assistent l'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service ou le conseiller moral chef de service dans la gestion générale de leur mission auprès des établissements pénitentiaires, dans la formulation de leurs avis à l'autorité compétente ou à l'organe représentatif compétent dans le cadre des articles 5 et 6 du présent arrêté; ils constituent avec lui le bureau national;

Van de overhandiging wordt een proces-verbaal opgesteld dat, ondertekend door het inrichtingshoofd en door de betrokkene, gevoegd wordt bij zijn individueel dossier.

**Art. 9.** Voor elke nieuwe aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair zendt de hoofdaalmoezenier of de moslimconsulent hoofd van dienst of de moreel consulent hoofd van dienst een inlichtingenblad toe aan de minister van Justitie.

Elke wijziging van administratieve of familiale aard die een weerslag kan hebben op de bezoldigingsregeling van betrokkene, meldt de hoofdaalmoezenier of de moslimconsulent hoofd van dienst of de moreel consulent hoofd van dienst onmiddellijk aan de minister van Justitie.

### Afdeling 3. — Omschrijving van de opdracht

Onderafdeling 1. — Omschrijving van de opdracht van de hoofdaalmoezeniers, de moslimconsulent hoofd van dienst en de moreel consulent hoofd van dienst

**Art. 10.** De hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent hoofd van dienst heeft, voor wat betreft de aalmoezeniers, pastoraal assistenten, vrijwilligers en stagiairs die tot zijn eredienst behoren en de moreel consulent hoofd van dienst, voor wat betreft de adjunct moreel consulenten, de vrijwilligers en stagiairs, die de morele dienstverlening verzorgen, de opdracht die hem door de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan wordt opgedragen.

Hun opdracht zal onder meer volgende taken omvatten :

1° Zij staan in voor het algemeen beheer van hun opdracht bij de strafinrichtingen, meer bepaald wat betreft de organisatie ervan en de inhoud. In dit verband mogen zij jaarlijks studie- of vormingsdagen organiseren in overleg met het Directoraat-generaal Strafinrichtingen;

2° Zij delen aan de minister van Justitie, als gemandateerde van de bevoegde overheid of van het bevoegd representatief orgaan, de beslissing van deze bevoegde overheid of dit bevoegd representatief orgaan wat betreft de voordrachten voor erkenning of machtiging, zoals geregeld in de artikelen 5, 6 en 7 van onderhavig besluit. Hetzelfde geldt voor de mutaties en het einde van de opdrachten;

3° Zij beantwoorden de vragen, hen gesteld door de minister van Justitie. Zij kunnen tevens bij hem tussenkomen en leggen hem tweemaal per jaar een rapport voor wat betreft de toepassing van onderhavig besluit. Zij worden op de hoogte gesteld van alle wettelijke en reglementaire bepalingen;

Teneinde hun taken te kunnen vervullen, beschikken zij over volgende voordelen :

1° Zij hebben toegang tot de diverse strafinrichtingen, bezoeken ze en inspecteren daar de voor de uitoefening van hun opdracht bestemde lokalen en materialen. Bij deze mogen zij de gedetineerden bezoeken die op het in bijlage van artikel 16 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, gevoegde formulier, hebben aangeduid dat zij het bezoek van een aalmoezenier, pastoraal assistent van zijn erkende eredienst of moreel consulent wensen of de beoefening van zijn eredienst wensen.

2° Zij kunnen deelnemen aan activiteiten in het buitenland die in relatie staan tot hun opdracht. Het regime van de zendingen naar het buitenland van het Rijkspersoneel is hierop van toepassing, voor zover zij voorafgaand het akkoord van de minister van Justitie hebben ontvangen.

**Art. 11.** De artikelen 19 tot en met 23 zijn van toepassing op de hoofdaalmoezenier, moslimconsulent hoofd van dienst en de moreel consulent hoofd van dienst.

Onderafdeling 2. — Omschrijving van de opdracht van de adjunct-hoofdaalmoezeniers, moslimconsulenten en moreel consulenten

**Art. 12.** De adjunct-hoofdaalmoezeniers en moslimconsulenten, voor wat betreft de aalmoezeniers, pastoraal assistenten, vrijwilligers en stagiairs die tot hun eredienst behoren en de moreel consulenten, voor wat betreft de adjunct moreel consulenten, de vrijwilligers en de stagiairs die de morele dienstverlening verzorgen hebben de opdracht die hen door de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan wordt opgedragen en welke onder meer volgende taken zal omvatten :

1° Zij staan de hoofdaalmoezenier, moslimconsulent hoofd van dienst of de moreel consulent hoofd van dienst bij in het algemeen beheer van hun opdracht bij de strafinrichtingen, in het geven van zijn advies aan de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan in het kader van de artikelen 5 en 6 van onderhavig besluit; samen met hem vormen zij het nationaal bureau;

2° Ils ont accès aux établissements pénitentiaires et s'informent des conditions de l'exercice de leur mission au sein de ces établissements et traitent les problèmes susceptibles de surgir dans le cadre de l'exercice de leur mission. Ils se chargent d'assurer la formation des aumôniers, assistants pastoraux et conseillers moraux.

3° Ils présentent deux fois par an au bureau national l'évaluation de l'exercice de leur mission au sein des établissements pénitentiaires du rôle linguistique auquel ils appartiennent. Le bureau national transmettra, à cette occasion, un rapport commun à l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent.

**Art. 13.** Les articles 19 à 23 sont applicables aux aumôniers en chef-adjoints, conseillers musulmans et conseillers moraux.

Sous-section 3. — Définition du mode d'exécution de la mission d'aumônier, d'assistant pastoral, de conseiller moral adjoint, de bénévole ou de stagiaire

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Dès qu'il a connaissance du contenu du formulaire annexé à l'article 16 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, dûment complété par le détenu, l'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, le bénévole ou le stagiaire prend les mesures nécessaires.

§ 2. L'aumônier ou l'assistant pastoral se charge de l'exercice de son culte et préside les services religieux. L'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, le bénévole ou le stagiaire remplit tous les devoirs de sa mission auprès des détenus qui en ont fait la demande au moyen du formulaire visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. L'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, le bénévole ou le stagiaire visite les détenus qui en ont fait la demande au moyen du formulaire visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 4. L'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, le bénévole ou le stagiaire fournit une assistance morale et/ou religieuse aux détenus qui en ont fait la demande au moyen du formulaire visé au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le ministre du culte ou le conseiller moral adjoint peut, pour tout détenu décédé, procéder à une commémoration, pour autant que celui-ci ait signalé son désir de pratiquer ce culte ou d'avoir la visite du conseiller moral adjoint par le biais du formulaire annexé à l'article 16 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires.

§ 2. Pour tout membre du personnel de l'établissement décédé une commémoration à laquelle les parents et alliés proches peuvent assister peut être organisée par le ministre du culte ou le conseiller moral adjoint.

**Art. 16.** L'aumônier, l'assistant pastoral et le conseiller moral adjoint :

1° a accès à l'espace de vie individuel du détenu. Le chef de l'établissement prend les mesures nécessaires afin de faciliter cet accès et lui donne, si possible, les clés;

2° travaille en collaboration avec le chef d'établissement et les membres du personnel de l'établissement pénitentiaire;

3° est à la disposition des membres du personnel des établissements pénitentiaires qui le souhaitent;

4° peut consulter le dossier moral conformément à l'article 37 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires;

5° peut participer à la conférence du personnel, conformément à l'article 38 de l'arrêté royal susmentionné;

6° peut organiser une retraite religieuse ou morale, conformément à l'article 50 de l'arrêté royal susmentionné;

7° s'adresse au plus haut en rang en cas de problèmes ou de questions éventuel(le)s concernant l'exercice de sa mission et lui fait en outre rapport;

8° participe aux journées d'étude et de formation ainsi qu'aux réunions;

9° dispose d'un local adapté, muni d'un téléphone avec, si possible, une ligne extérieure;

10° reçoit les notes de service de l'établissement.

2° Zij hebben toegang tot de strafinrichtingen en informeren zich over de voorwaarden van de uitoefening van hun opdracht in deze en behandelen mogelijke problemen die zich in het kader van de uitoefening van hun opdracht kunnen voordoen. Zij staan in voor de opleiding van respectievelijk de aalmoezeniers, pastoraal assistenten en morele consulenten.

3° Zij stellen tweemaal per jaar de evaluatie van de uitoefening van de opdracht in de strafinrichtingen van hun taarol voor aan het nationaal bureau. Het nationaal bureau zal, naar aanleiding van deze voorstelling, een gemeenschappelijk rapport overmaken aan de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan.

**Art. 13.** De artikelen 19 tot en met 23 zijn van toepassing op de adjunct-hoofdaalmoezeniers, moslimconsulenten en de moreel consulenten.

Onderafdeling 3. — Omschrijving van de wijze van uitvoering van de opdracht van de aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair

**Art. 14.** § 1. De aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair neemt de nodige maatregelen vanaf de mededeling van de inhoud van het door de gedetineerde ingevuld, in bijlage van artikel 16 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen gevoegd, formulier.

§ 2. De aalmoezenier of pastoraal assistent staat in voor de beoefening van zijn eredienst, leidt de godsdienstoefeningen. De aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair vervult al de plichten van zijn opdracht bij die gedetineerden die er om gevraagd hebben, door middel van het in § 1 vermelde formulier.

§ 3. De aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair bezoekt die gedetineerden die er om gevraagd hebben door middel van het in § 1 vermelde formulier.

§ 4. De aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair geeft morele en/of religieuze bijstand aan die gedetineerden die er om gevraagd hebben door middel van het in § 1 vermelde formulier.

**Art. 15.** § 1. Voor elke overleden mag door de bedienaar van de eredienst of adjunct moreel consulent een herdenkingsplechtigheid gehouden worden, voor zover hij, op het, in bijlage van artikel 16 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, gevoegde formulier, heeft aangeduid deze eredienst te willen beoefenen of het bezoek van een adjunct moreel consulent te wensen.

§ 2. Voor elk overleden personeelslid van de inrichting mag door de bedienaar van de eredienst of adjunct moreel consulent een herdenkingsplechtigheid gehouden worden waarop de naaste bloed- en aanverwanten van de overledene mogen aanwezig zijn.

**Art. 16.** De aalmoezenier, pastoraal assistent en adjunct moreel consulent :

1° heeft toegang tot de individuele leefruimte van de gedetineerde. Het inrichtingshoofd neemt de nodige maatregelen om deze toegang te vergemakkelijken en geeft hem, indien mogelijk, de sleutels;

2° werkt samen met het inrichtingshoofd en de personeelsleden van de strafinrichting;

3° staat ter beschikking van het personeel van de strafinrichtingen die dit wensen;

4° heeft inzage in het zedelijkheidsdossier overeenkomstig artikel 37 van koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen;

5° kan deelnemen aan de personeelsconferentie overeenkomstig artikel 38 van hetzelfde koninklijk besluit;

6° mag een religieuze of morele bezinning organiseren overeenkomstig artikel 50 van hetzelfde koninklijk besluit;

7° richt zich tot de hoogste in rang bij eventuele problemen of vragen omtrent de uitoefening van zijn opdracht en legt tevens verantwoording af ten opzichte van deze;

8° neemt deel aan de studie- en vormingsdagen en samenkomsten;

9° beschikt over een aangepast lokaal, voorzien van een telefoon, met, indien mogelijk, een buitenlijn;

10° ontvangt de dienstnota's van de strafinrichtingen.

## Section 4. — Absences

**Art. 17.** En cas de maladie ou d'absence pour toute autre raison, l'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, l'aumônier en chef adjoint, le conseiller musulman et le conseiller moral en avertit immédiatement, selon le cas, l'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service ou le conseiller moral chef de service ainsi que le chef de l'établissement.

L'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service et le conseiller moral chef de service avertissent l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent et le chef de l'établissement en cas de maladie ou d'absence pour toute autre raison.

**Art. 18.** L'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, l'aumônier en chef adjoint, le conseiller musulman et le conseiller moral signalent leurs congés à l'aumônier en chef, au conseiller musulman chef de service ou le conseiller moral chef de service. Ils en avertissent le chef de l'établissement simultanément.

L'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service et le conseiller moral chef de service signalent leurs congés auprès de l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent et le chef de l'établissement.

## Section 5. — Fin de mission

**Art. 19.** Le ministre de la Justice met fin aux reconnaissances, ou le cas échéant aux autorisations, à la demande de l'autorité compétente ou de l'organe représentatif compétent, et peut y mettre fin à la demande du chef de l'établissement, après avoir recueilli l'avis de l'autorité compétente ou de l'organe représentatif compétent.

## Section 6. — Dispositions particulières

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas où l'intérêt général de l'établissement pénitentiaire l'exige, le chef d'établissement peut temporairement refuser l'accès à son établissement à l'aumônier, à l'assistant pastoral, au conseiller moral adjoint, au bénévole ou au stagiaire.

§ 2. Le refus d'accès, motivé, est immédiatement notifié par écrit :

- 1° à l'intéressé;
- 2° à l'aumônier en chef, au conseiller musulman chef de service, au conseiller moral chef de service;
- 3° à l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent;
- 4° au ministre de la Justice.

§ 3. Dans un délai d'un mois, une concertation entre l'intéressé, l'aumônier en chef et son adjoint ou le conseiller musulman chef de service et son conseiller musulman ou le conseiller moral chef de service et son conseiller moral, le chef de l'établissement ou son délégué et un représentant de la Direction générale des Établissements pénitentiaires sera organisée.

Si les parties ne peuvent pas trouver un accord, elles formulent un avis au ministre de la Justice et le lui remettent dans les huit jours calendrier. Le ministre de la Justice prendra une décision dans le mois suivant la réception de l'avis.

La décision du ministre de la Justice est notifiée dans les huit jours calendrier :

- 1° à l'intéressé;
- 2° au chef de l'établissement concerné;
- 3° à l'aumônier en chef ou au conseiller musulman chef de service ou au conseiller moral chef de service;
- 4° à l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent.

**Art. 21.** Les aumôniers, les assistants pastoraux, les conseillers moraux adjoints, bénévoles et les stagiaires sont liés par le secret professionnel tant en ce qui concerne l'aspect fonctionnel de leur mission qu'en ce qui concerne les faits dont ils auraient connaissance en raison de cette mission.

**Art. 22.** Il est interdit aux aumôniers, assistants pastoraux et conseillers moraux adjoints, bénévoles et stagiaires :

1° de s'associer ou de prendre des intérêts, soit par eux-mêmes, soit sous le nom de leur conjoint ou par toute autre personne interposée, dans l'exploitation, la direction ou l'administration des entreprises en relation avec les établissements, ni d'avoir des relations d'intérêt avec le personnel de ces entreprises;

2° d'introduire dans l'établissement des boissons spiritueuses, sauf dans le cadre de l'exercice du culte ou tout produit nocif;

## Afdeling 4. — Afwezigheden

**Art. 17.** In geval van ziekte of afwezigheid om andere redenen stelt de aalmoezenier, de pastoraal assistent, de adjunct moreel consulent, de adjunct-hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent en de moreel consulent onverwijld, naargelang het geval de hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent hoofd van dienst of de moreel consulent hoofd van dienst en het inrichtingshoofd hiervan in kennis.

De hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent hoofd van dienst en de moreel consulent hoofd van dienst verwittigen de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan en het inrichtingshoofd in geval van ziekte of afwezigheid om andere redenen.

**Art. 18.** De aalmoezenier, de pastoraal assistent, de adjunct moreel consulent, de adjunct-hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent en de moreel consulent delen hun verlof mede aan de hoofdaalmoezenier, moslimconsulent hoofd van dienst of de moreel consulent hoofd van dienst, naargelang het geval. Zij delen dit tegelijkertijd mede aan het inrichtingshoofd.

De hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent hoofd van dienst en de moreel consulent hoofd van dienst delen hun verlof mede aan de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan en het inrichtingshoofd.

## Afdeling 5. — Einde van de opdracht

**Art. 19.** De minister van Justitie stelt een einde aan de erkenningen of in voorkomend geval de machtigingen, op verzoek van de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan, en kan er een einde aan stellen op verzoek van het inrichtingshoofd, na advies van de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan te hebben ingewonnen.

## Afdeling 6. — Bijzondere bepalingen

**Art. 20.** § 1. In het geval het algemeen belang van de strafinrichting het vereist, kan het inrichtingshoofd de aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair tijdelijk de toegang tot de inrichting ontzeggen.

§ 2. De gemotiveerde beslissing tot ontzegging van de toegang wordt onverwijld schriftelijk meegedeeld :

- 1° aan de betrokkene;
- 2° aan de hoofdaalmoezenier of aan de moslimconsulent hoofd van dienst of aan de moreel consulent hoofd van dienst;
- 3° aan de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan;
- 4° aan de minister van Justitie.

§ 3. Binnen een termijn van één maand zal een overleg tussen betrokkene, de hoofdaalmoezenier en zijn adjunct of de moslimconsulent hoofd van dienst en zijn moslimconsulent of de moreel consulent hoofd van dienst en zijn moreel consulent, het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde en een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen georganiseerd worden.

Indien de partijen niet tot een akkoord komen, maken zij een advies op voor de minister van Justitie en zenden hem dit toe binnen de acht kalenderdagen. De minister van Justitie zal een beslissing nemen binnen de maand na de ontvangst van het advies.

De beslissing van de minister van Justitie wordt binnen de acht kalenderdagen meegedeeld :

- 1° aan de betrokkene;
- 2° aan het inrichtingshoofd;
- 3° aan de hoofdaalmoezenier of moslimconsulent hoofd van dienst of moreel consulent hoofd van dienst;
- 4° aan de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan.

**Art. 21.** De aalmoezeniers, pastorale assistenten, adjunct moreel consulenten, vrijwilligers of stagiairs zijn gebonden door het beroepsgeheim zowel in verband met het functioneel aspect van hun opdracht als met betrekking tot de feiten die zij bij de uitoefening van deze opdracht mochten hebben vernomen.

**Art. 22.** Het is de aalmoezeniers, pastoraal assistenten, adjunct moreel consulenten, vrijwilligers of stagiairs verboden :

1° zelf of onder de naam van hun echtgenoot of enig ander tussenpersoon deel te nemen of aandeel te nemen in de exploitatie, het bestuur of het beheer van ondernemingen die met de inrichtingen in zakenrelatie staan, of tot eigen voordeel betrekkingen te onderhouden met het personeel van die ondernemingen;

2° geestrijke dranken, behalve in het kader van de eredienst of enig schadelijk product in de inrichting binnen te brengen;

3° d'introduire quelque personne que ce soit à l'intérieur de l'établissement sans autorisation;

4° d'utiliser, si ce n'est dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur mission, un quelconque objet appartenant à l'Etat;

5° de fournir, sans autorisation expresse du ministre de la Justice, des renseignements ou attestations relatifs soit aux détenus soit à l'organisation des divers services.

**Art. 23.** Les aumôniers, les assistants pastoraux, les conseillers moraux adjoints, bénévoles ou stagiaires ne peuvent avoir avec les détenus d'autres rapports que ceux qui sont justifiés par leur mission.

Il leur est défendu :

1° dans le cadre de l'exercice de leur mission ou pour toute autre raison d'accepter d'un détenu ou d'une personne agissant en sa faveur, des dons, gratifications, avantages quelconques ou promesses, de faire des dons, gratifications, promesses ou de fournir des avantages quelconques à un détenu ou une personne agissant en sa faveur;

2° d'introduire dans l'établissement ou d'en faire sortir des objets destinés ou appartenant à des détenus ou de se charger pour eux d'aucune commission sans l'autorisation du directeur;

3° d'acheter ou de vendre, de prêter ou d'emprunter quoi que ce soit aux détenus;

4° d'employer à leur service particulier, hors les cas spécialement autorisés par le ministre de la Justice, des détenus ou les conjoints, parents ou alliés de ceux-ci;

5° de faciliter ou de tolérer toute communication irrégulière des détenus, soit à l'intérieur, soit avec l'extérieur;

6° de servir d'intermédiaire entre les détenus et les personnes de l'extérieur, hormis leur famille et leurs proches, d'entretenir en leur faveur des correspondances ou de délivrer des attestations quelconques les concernant;

7° de communiquer à l'extérieur de l'établissement et spécialement aux parents et amis des détenus, des renseignements qui pourraient mettre en péril la sécurité de l'établissement;

8° de promettre aux détenus des grâces, des réductions de peine, une libération conditionnelle ou d'autres faveurs;

9° d'influencer les détenus dans le choix de leurs défenseurs ou conseils.

**CHAPITRE IV. — Statut pécuniaire des aumôniers, assistants pastoraux appartenant à un des cultes reconnus et des conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires**

**Art. 24.** Les traitements annuels des fonctions, citées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, sont fixés conformément aux montants mentionnés ci-après pour la fonction citée et avec application des règles en vigueur dans la fonction publique pour l'octroi d'ancienneté et l'indexation :

— Aumônier en chef, conseiller musulman chef de service et conseiller moral chef de service : traitement unique 894.104.

— Aumônier en chef adjoint, conseiller musulman et conseiller moral : traitement unique 822.867.

— Aumônier, assistant pastoral et conseiller moral adjoint : traitement unique 677.320 et après huit ans d'ancienneté de service dans les services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires 822.867.

**Art. 25.** Les personnes, qui remplissent les fonctions mentionnées dans l'article 24, sont engagées sous le régime applicable aux agents contractuels de l'Etat.

**Art. 26.** Les personnes rémunérées conformément à l'article 24, bénéficient du régime des pensions de retraite et de survie applicable aux agents contractuels.

3° zonder toelating iemand in de inrichting binnen te brengen;

4° enig aan de Staat toebehorend voorwerp te gebruiken, behalve indien dit geschiedt in of naar aanleiding van de uitoefening van hun opdracht;

5° zonder uitdrukkelijke toestemming van de minister van Justitie inlichtingen of getuigenschriften over te maken betreffende ofwel gedetineerden, ofwel de organisatie van de verschillende diensten.

**Art. 23.** De aalmoezeniers, pastoraal assistenten, adjunct moreel consulenten, vrijwilligers of stagiairs mogen met de gedetineerden geen andere betrekkingen hebben dan hun opdracht wettigt.

Het is hen verboden :

1° in het kader van de uitoefening van hun opdracht of om welke reden ook giften, gratificaties of welke voordelen dan ook en beloften te aanvaarden van een gedetineerde of van iemand die te zijner gunste optreedt, dan wel giften, gratificaties of welke voordelen dan ook en beloften te doen voor een gedetineerde of voor iemand die te zijner gunste optreedt;

2° voorwerpen die voor gedetineerden bestemd zijn of hun toebehoren binnen of buiten de inrichting te brengen of boodschappen voor hen te verrichten zonder de toelating van het inrichtingshoofd;

3° om het even wat van de gedetineerden te kopen of te ontfemen, dan wel aan hen te verkopen of te lenen;

4° buiten de gevallen waarvoor de minister van Justitie een bijzondere toelating heeft verleend, gedetineerden of echtgenote, bloed- of aanverwanten ervan in eigen dienst te nemen;

5° om het even welke onregelmatige mededeling van de gedetineerden, hetzij binnen de inrichting, hetzij met de buitenwereld, te vergemakkelijken of te gedogen;

6° als tussenpersoon op te treden tussen de gedetineerden en personen van buiten, behalve hun familie en verwanten, te hunnen behoeve briefwisseling te voeren of attesten over hen af te geven;

7° buiten de inrichting en in het bijzonder aan verwanten en vrienden van de gedetineerden inlichtingen te verstrekken die de veiligheid van de inrichting in het gedrang kunnen brengen;

8° aan de gedetineerden genade, strafvermindering, voorwaardelijke invrijheidstelling of andere gunsten te beloven;

9° de gedetineerden te beïnvloeden bij de keuze van hun verdedigers of raadslieden.

**HOOFDSTUK IV. — Geldelijk statuut van de aalmoezeniers, pastoraal assistenten behorende tot één van de erkende erediensten en de moreel consulenten bij de strafinrichtingen**

**Art. 24.** De jaarwedden van de in artikel 3, § 1, opgesomde functies worden vastgelegd overeenkomstig de tegenover de hierna opgesomde functies vermelde bedragen met toepassing van de geldende regels binnen het openbaar ambt inzake anciënniteitstoekenning en indexering :

- Hoofdaalmoezenier, moslimconsulent hoofd van dienst en moreel consulent hoofd van dienst : vaste wedde 894.104.

- Adjunct-Hoofdaalmoezenier, moslimconsulent en moreel consulent : vaste wedde 822.867.

- Aalmoezenier, pastoraal assistent en adjunct moreel consulent : vaste wedde 677.320 en na acht jaar dienstanciënniteit in de buitendiensten van Directoraat-generaal Strafinrichtingen 822.867.

**Art. 25.** De personen, die de in artikel 24 vermelde functies vervullen, worden aangeworven overeenkomstig de bepalingen geldig voor het contractueel personeel van de Staat.

**Art. 26.** De overeenkomstig artikel 24 bezoldigde personen genieten de regeling inzake rust- en overlevingspensioenen die van toepassing is op de contractuele ambtenaren.

**Art. 27.** En ce qui concerne les frais médicaux et d'hospitalisation et de la perte salariale qui en résulterait, les dispositions de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public sont applicables aux bénévoles.

**Art. 28.** L'indemnisation du suppléant visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du présent arrêté est fixée à 1/360 du salaire annuel de l'aumônier, assistant pastoral ou conseiller moral adjoint, contre un minimum de 5 heures prestées.

**Art. 29.** L'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours est applicable aux aumôniers, assistants pastoraux et conseillers moraux adjoints et leurs remplaçants.

L'aumônier en chef et le conseiller musulman chef de service sont assimilés au rang 13; l'aumônier en chef adjoint, le conseiller musulman, le conseiller moral, l'aumônier, l'assistant pastoral et le conseiller moral adjoint sont assimilés au rang 10.

**Art. 30.** Sont abrogés :

— l'arrêté royal du 14 août 1972 réglant l'octroi d'une allocation aux conseillers moraux en activité dans les établissements pénitentiaires;

— l'arrêté royal du 6 janvier 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux aumôniers suppléants du culte protestant en activité dans les établissements pénitentiaires;

— l'arrêté ministériel du 11 janvier 1957 fixant la rétribution des aumôniers des cultes autres que les cultes catholique et protestant.

**Art. 31.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1999.

**Art. 32.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

**Art. 27.** De bepalingen van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekte in de overheidssector zijn, wat betreft de medische en hospitalisatiekosten en het weddeverlies dat hieruit zou voortvloeien, van toepassing op de vrijwilligers.

**Art. 28.** De vergoeding van de in artikel 4, § 1, van onderhavig besluit vermelde plaatsvervanger wordt bepaald op 1/360 van de jaarwedge van de aalmoezenier, pastoraal assistent of adjunct moreel consulent, waarbij ten minste vijf uur prestatie werd geleverd.

**Art. 29.** Het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten is van toepassing op de aalmoezeniers, pastorale assistenten en adjunct moreel consulenten en hun plaatsvervangers.

De hoofdaalmoezenier, moslimconsulent hoofd van dienst en de moreel consulent hoofd van dienst wordt gelijkgesteld met een rang 13; de adjunct-hoofdaalmoezenier, moslimconsulent, moreel consulent, de aalmoezenier, pastoraal assistent en adjunct moreel consulent wordt gelijkgesteld met een rang 10.

**Art. 30.** Worden opgeheven :

- het koninklijk besluit van 14 augustus 1972 tot toekenning van een vergoeding aan de geestelijke raadslieden in dienst bij de strafinrichtingen;

- het koninklijk besluit van 6 januari 1976 tot toekenning van een vergoeding aan de plaatsvervangend aalmoezeniers van de protestantse eredienst werkzaam bij de strafinrichtingen;

- het ministerieel besluit van 11 januari 1957 waarbij een vergoeding voorzien wordt voor de bedienaars van andere erediensten dan de katholieke en de protestantse.

**Art. 31.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1999.

**Art. 32.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 2601

[99/22205]

**12 FEVRIER 1999.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 1987 fixant les modalités et le délai de communication par le gestionnaire de l'hôpital de la situation financière des résultats d'exploitation, du rapport du réviseur d'entreprise et de tous renseignements statistiques se rapportant à son établissement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 86;

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 1987 fixant les modalités et le délai de communication par le gestionnaire de l'hôpital de la situation financière des résultats d'exploitation, du rapport du réviseur d'entreprise et de tous renseignements statistiques se rapportant à son établissement.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il existe une demande du secteur hospitalier de modifier les données statistiques à transmettre au Ministère;

Considérant qu'il est urgent d'adapter ces données à l'évolution des programmes de soins, aux nouveaux appareillages utilisés et à la gestion de la qualité;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 2601

[99/22205]

**12 FEBRUARI 1999.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 1987 houdende bepaling van de regels en de termijn volgens dewelke de beheerder van het ziekenhuis mededeling doet van de financiële toestand, van de bedrijfsuitkomsten, van het verslag van de bedrijfsrevisor en van alle statistische gegevens die met zijn inrichting verband houden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 86;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 houdende bepaling van de regels en de termijn volgens dewelke de beheerder van het ziekenhuis mededeling doet van de financiële toestand, van de bedrijfsuitkomsten, van het verslag van de bedrijfsrevisor en van alle statistische gegevens die met zijn inrichting verband houden;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat er een vraag van het ziekenhuiswezen bestaat om de aan het Ministerie over te zenden statistische gegevens te wijzigen;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is deze gegevens aan te passen aan de evolutie van de zorgprogramma's, de nieuwe apparatuur die wordt gebruikt en het kwaliteitsbeheer;